

<http://www.snetap-fsu.fr/Reforme-du-Baccalaureat-General-Simulacre-de-dialogue-mais-vrai-mepris.html>



Réforme du Baccalauréat Général : Simulacre de dialogue mais vrai mépris !

- Les Dossiers - Pédagogie - Réformes du lycée - Réforme de la voie générale -

Date de mise en ligne : samedi 31 mars 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Convoquées pour un groupe de travail sur la réforme du Baccalauréat Général (cycle première / terminale), le vendredi 30 mars 2018, les organisations syndicales ont découvert quelques heures avant l'ouverture de la séance de travail, comme la [DGER](#) d'ailleurs, que les textes en discussion étaient en réalité déjà arrêtés par l'Éducation Nationale et ne pouvaient évoluer qu'à la marge.



Pire encore, tous les participant.es du groupe de travail, y compris la [DGER](#) découvraient un projet de modification de la classe de Seconde générale et technologique soumis à l'avis du Conseil Supérieur de l'Éducation sans aucune discussion à l'Agriculture...

Pourtant chacune de nos organisations soulignaient depuis plusieurs semaines la nécessité d'échanger, d'amender les propositions du gouvernement.

Alors qu'en début de séance le Directeur Général Adjoint, président la séance, espérait faire retirer le projet de texte relatif à la Seconde GT, et après des consultations téléphoniques avec l'Éducation Nationale, il devait finalement reconnaître que le projet de texte était maintenu... mais qu'il était possible de faire quelques amendements mineurs... à condition qu'ils soient envoyés avant la fin de matinée !

Un mépris inacceptable de l'Enseignement agricole !

Les organisations syndicales Snetap-FSU / FO-Enseignement Agricole / Sea-UNSA, devant la négation de leur avis, ont décidé de quitter la salle, rappelant que le seul interlocuteur à ce stade ne pouvait être que Stéphane Travert, les décisions relevant dorénavant clairement du Ministre.

Le Snetap-FSU, FO-Enseignement Agricole et le Sea-UNSA exigent le retrait des textes pour une véritable consultation des instances de l'Enseignement agricole. Ils demandent au Ministre de l'Agriculture d'agir en sens dès aujourd'hui en intervenant auprès de son collègue de l'Éducation Nationale.

Ils appellent les personnels à se mobiliser pour dénoncer le mépris que porte aujourd'hui le gouvernement aux élèves, personnels et établissements de l'Enseignement Agricole et exiger une véritable consultation sur des textes d'une importance capitale pour la filière générale dans l'Enseignement Agricole.

Paris le 30 mars 2018